

S'il avait cru endormir l'Union européenne avec les quelques modifications d'ordre cosmétique adoptées lundi par le parlement hongrois, le gouvernement de Viktor Orbán s'est lourdement trompé. Hier, les eurodéputés ont réclamé une suspension puis une révision plus profonde de la loi hongroise sur les médias.



Manifestation contre la loi sur les médias,
Budapest, le 14 janvier (HU-lala)

Cette résolution (disponible sur le site du parlement européen) stipule que « Les autorités hongroises sont invitées à restaurer l'indépendance de la gouvernance des médias, à empêcher l'État de s'immiscer dans la liberté d'expression et à assurer une « couverture équilibrée » dans les médias. » Cela sonne comme un véritable camouflet pour la Hongrie alors que le satisfecit adressé lundi par la commissaire européenne Neelie Kroes, ayant assisté au vote du parlement hongrois, avait donné l'impression que la fin des problèmes entre Budapest et l'Union était arrivée. C'était compter sans le parlement et ses eurodéputés très remontés contre le personnage de Viktor Orbán, mais qui ont visé aussi par ce vote la Commission, à qui ils reprochent en gros d'avoir joué « petit bras » en se contentant de soulever trois points techniques de cette loi.

Les eurodéputés ont, à très juste titre, souligné que le manque d'indépendance de la presse n'est pas l'apanage de la Hongrie mais que les inquiétudes portent également sur des pays comme l'Italie, la Bulgarie, la Roumanie, la République tchèque ou encore l'Estonie (et la liste pourrait être encore allongée...). La résolution votée hier demande donc aussi à la Commission européenne de mettre en place une directive européenne sur « la liberté, le pluralisme et la gouvernance indépendante des médias ». Il faut espérer que ces déclarations qui ne sont pas contraignantes juridiquement soient suivies d'actes, car il serait effectivement trop facile pour les députés européens de se refaire une virginité en matière de liberté de la presse en ne s'en prenant qu'à la Hongrie. A Budapest, le ministre délégué à la communication gouvernementale Zoltán Kovács a dénoncé une « chasse aux sorcières » menée par l'Union européenne contre son pays.

La résolution a été déposée par quatre groupes politiques - les socialistes et démocrates (S&D), les libéraux et démocrates (ALDE), les Verts/ALE et la Gauche unitaire européenne (GUE/NGL) - et adoptée avec 316 voix pour, 264 voix contre et 33 absentions. Seul point positif pour le gouvernement hongrois, ses partenaires du parti populaire européen (PPE) lui ont apporté leur soutien.

De quoi, peut-être, redonner un peu d'espoir et un peu de souffle aux opposants à cette législation qui prévoient une nouvelle manifestation le jour de la fête nationale du 15 mars.